

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé, donné le 14 mars 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 juin 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 novembre 2016;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative.

Vu l'avis 61.464/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 juin 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 26 novembre 2006 portant exécution de l'article 36 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, concernant l'intervention personnelle des bénéficiaires qui consultent un médecin spécialiste après avoir été envoyés par un médecin de médecine générale, modifié par l'arrêté royal du 26 août 2010, le tableau est complété par ce qui suit :

Numéro de code	Libellé	Codenummer	Omschrijving
101275	Consultation d'un médecin spécialiste en oto-rhino-laryngologie	101275	Raadpleging geneesheer specialist voor otorhinolaryngologie
101290	Consultation d'un médecin accrédité spécialiste en oto-rhino-laryngologie	101290	Raadpleging geaccrediteerd geneesheer specialist voor otorhinolaryngologie

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La diminution de l'intervention personnelle n'est pas due s'il est fait application du régime du tiers payant. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging, gegeven op 14 maart 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 juni 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 november 2016;

Gezien de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikels 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging.

Gelet op advies 61.464/2 van de Raad van State, gegeven op 6 juni 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 26 november 2006 tot uitvoering van artikel 36 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wat betreft het persoonlijk aandeel van de rechthebbenden die een geneesheer-specialist raadplegen nadat ze verwezen zijn door een algemeen geneeskundige, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 augustus 2010, wordt de tabel aangevuld als volgt :

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De vermindering van het persoonlijk aandeel is niet verschuldigd indien toepassing gemaakt wordt van de derdebetalersregeling. ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2017/40444]

21 JUILLET 2017. — Arrêté royal portant adaptation au bien-être de certaines pensions dans le régime des travailleurs salariés

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté, a pour but d'exécuter certaines adaptations au bien-être prévues dans l'accord interprofessionnel 2017-2018.

1. Objet de l'arrêté royal

Le présent projet d'arrêté royal apporte les modifications nécessaires à la réglementation du régime de pension des travailleurs salariés et de la garantie de revenus aux personnes âgées afin d'exécuter certaines adaptations au bien-être, notamment l'augmentation d'un certain nombre de prestations et plafonds de calcul.

2. Commentaire des articles

L'article 1^{er} multiplie le plafond salarial de 1,017 pour les années à prendre en considération après 2017.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2017/40444]

21 JULI 2017. — Koninklijk besluit tot aanpassing aan de welvaart van bepaalde pensioenen in de regeling voor werknemers

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, heeft als doel uitvoering te geven aan bepaalde welvaartsaanpassingen voorzien in het interprofessioneel akkoord 2017-2018.

1. Opzet van het koninklijk besluit

Dit ontwerp van koninklijk besluit brengt de nodige wijzigingen aan in de reglementering van het pensioenstelsel voor werknemers en van de inkomensgarantie voor ouderen teneinde bepaalde welvaartsaanpassingen door te voeren, meer bepaald de verhoging van een aantal uitkeringen en berekeningsplafonds.

2. Commentaar van de artikelen

Artikel 1 vermenigvuldigt het loonplafond met 1,017 voor de in aanmerking te nemen jaren na 2017.

L'article 2 augmente la pension minimum garantie de retraite sur base d'une carrière complète de 1% à partir du 1^{er} septembre 2017. Il fixe les nouveaux montants de la pension minimum garantie de retraite de travailleur salarié sur base d'une carrière complète à 13.151,52 euros (taux ménage), 10.524,53 euros (taux isolé).

L'article 3 augmente la pension minimum garantie de survie sur base d'une carrière complète de 1% à partir du 1^{er} septembre 2017. Il fixe le nouveau montant de base de la pension minimum garantie de survie de travailleur salarié sur base d'une carrière complète du conjoint décédé à 10.383,89 euro.

L'article 4 remplace l'article 7 de l'arrêté royal du 14 février 2003 portant détermination du montant minimum garanti de pension pour travailleurs salariés, dont les dispositions restent d'application pour les pensions qui ont pris cours effectivement et pour la première fois avant le 1^{er} octobre 2006, afin de rendre les montants de base visés aux articles 33 (pension de retraite) et 34 (pension de survie) de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social applicables aux pensions minima sur base d'une carrière incomplète.

L'article 5 remplace l'article 7 de l'arrêté royal du 28 septembre 2006 portant exécution des articles 33, 33bis, 34 et 34bis de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, afin de rendre les montants de base visés aux articles 33 (pension de retraite) et 34 (pension de survie) de la loi de redressement du 10 février 1981 applicables aux pensions minima sur base d'une carrière incomplète.

L'article 6 augmente le salaire de référence pris en considération dans le droit minimum par année de carrière et le montant maximum de la pension pouvant être allouée sur base de ce droit minimum par année de carrière de 1,7%.

L'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er} fixe le nouveau salaire de référence du droit minimum par année de carrière à 17.662,47 euros. L'article 6, § 1^{er}, alinéa 2 prévoit que cette augmentation vise les pensions et les allocations de transition qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2018.

L'article 6, § 2, alinéa 1^{er} fixe les nouveaux montants de la pension maximum pouvant être allouée sur base de ce droit minimum par année de carrière à 14.045,65 euros (taux ménage) et 11.236,52 euros (taux isolé). L'article 6, § 2, alinéa 2 prévoit que cette augmentation vise les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2018.

L'article 7 augmente les pensions, à l'exception des pensions minima, qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 1995 et au plus tard le 1^{er} décembre 2004 de 1% au 1^{er} septembre 2017.

L'article 8, alinéa 1^{er}, 1^o adapte l'article 24bis, alinéa 1^{er}, 1., alinéa 3 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés afin d'augmenter de neuf ans à quinze ans le délai pendant lequel une personne peut interrompre temporairement une période de chômage involontaire pour exercer une activité comme indépendant et pour qui le salaire fictif pour la nouvelle période de chômage involontaire est basé sur le salaire fictif qui vaut pour l'année civile au cours de laquelle la première période de chômage a pris fin.

L'article 8, alinéa 1^{er}, 2^o adapte l'article 24bis, alinéa 1^{er}, 1., alinéa 4 du même arrêté afin d'abroger la condition d'âge de 50 ans au moment où l'activité d'indépendant a débuté.

L'article 8, alinéa 2 prévoit que les dispositions de cet arrêté visent les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2018.

L'article 9 augmente le pécule de vacances et le pécule complémentaire, avec effet au 1^{er} mai 2018, de 4,5% par rapport aux montants de base de 2016 (donc y compris l'augmentation de 2,25% prévue le 1^{er} mai 2017).

L'article 9, 1^o fixe les nouveaux montants de base du pécule de vacances à 178,83 euros (taux ménage) et 107,25 euros (taux isolé et pension de survie) et du pécule complémentaire à 700,94 euros (taux ménage) et 560,75 euros (taux isolé et pension de survie).

L'article 9, 2^o adapte le coefficient afin d'augmenter également le pécule de vacances et le pécule complémentaire au pécule de vacances, limités à la mensualité de pension, de 4,5% par rapport à 2016 (donc y compris l'augmentation de 2,25% prévue le 1^{er} mai 2017), sans que le montant total puisse excéder les montants de base adaptés.

L'article 10, 1^o prévoit le relèvement du plafond en cas de cumul d'une pension de survie avec une prestation sociale au montant (adapté) de la garantie de revenus aux personnes âgées avec effet au 1^{er} septembre 2017.

Artikel 2 verhoogt het gewaarborgd minimumrustpensioen op basis van een volledige loopbaan met 1% met ingang van 1 september 2017. Het stelt de nieuwe basisbedragen voor het gewaarborgd minimumrustpensioen als werknemer op basis van een volledige loopbaan vast op 13.151,52 euro (gezinsbedrag) en 10.524,53 euro (bedrag alleenstaande).

Artikel 3 verhoogt het gewaarborgd minimumoverlevingspensioen op basis van een volledige loopbaan met 1% met ingang van 1 september 2017. Het stelt het nieuwe basisbedrag voor het minimumoverlevingspensioen als werknemer op basis van een volledige loopbaan van de overleden echtgenoot vast op 10.383,89 euro.

Artikel 4 vervangt het artikel 7 van het koninklijk besluit van 14 februari 2003 tot vaststelling van het gewaarborgd minimumpensioen voor werknemers, waarvan de bepalingen van toepassing blijven op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal zijn ingegaan vóór 1 oktober 2006, teneinde de basisbedragen bedoeld in artikelen 33 (rustpensioen) en 34 (overlevingspensioen) van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector van toepassing te maken op de minimumpensioenen op basis van een onvolledige loopbaan.

Artikel 5 vervangt het artikel 7 van het koninklijk besluit van 28 september 2006 tot uitvoering van de artikelen 33, 33bis, 34 en 34bis van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector, teneinde de basisbedragen bedoeld in artikelen 33 (rustpensioen) en 34 (overlevingspensioen) van de herstellwet van 10 februari 1981 van toepassing te maken op de minimumpensioenen op basis van een onvolledige loopbaan.

Artikel 6 verhoogt het referentieloon dat in aanmerking wordt genomen in het minimumrecht per loopbaanjaar en het maximumpensioen dat in het kader van dit minimumrecht per loopbaanjaar kan toegekend worden met 1,7%.

Artikel 6, § 1, eerste lid legt het nieuwe referentieloon van het minimumrecht per loopbaanjaar vast op 17.662,47 euro. Artikel 6, § 1, tweede lid voorziet dat deze verhoging de pensioenen en de overgangsuitkeringen beoogt die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste ingaan op 1 januari 2018.

Artikel 6, § 2, eerste lid legt de nieuwe bedragen van het maximumpensioen dat in het kader van dit minimumrecht per loopbaanjaar kan toegekend worden vast op 14.045,65 euro (gezinsbedrag) en 11.236,52 euro (bedrag alleenstaande). Artikel 6, § 2, tweede lid voorziet dat deze verhoging de pensioenen beoogt die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste ingaan op 1 januari 2018.

Artikel 7 verhoogt de pensioenen, met uitzondering van de minimumpensioenen, die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 1995 en ten laatste op 1 december 2004 zijn ingegaan met 1% op 1 september 2017.

Artikel 8, eerste lid, 1^o past het artikel 24bis, eerste lid, 1., derde lid van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers aan teneinde de termijn tijdens welke een persoon een periode van onvrijwillige werkloosheid tijdelijk kan onderbreken om een activiteit als zelfstandige uit te oefenen en voor wie het fictief loon voor de nieuwe periode van onvrijwillige werkloosheid wordt gebaseerd op het fictief loon dat geldt voor het kalenderjaar waarin de eerste periode van werkloosheid werd beëindigd te verhogen van negen jaar naar vijftien jaar.

Artikel 8, eerste lid, 2^o wijzigt het artikel 24bis, eerste lid, 1., vierde lid van hetzelfde besluit teneinde de leeftijdsvoorwaarde van 50 jaar op het ogenblik dat de zelfstandige activiteit een aanvang nam op te heffen.

Artikel 8, tweede lid voorziet dat dit artikel de pensioenen beoogt die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste ingaan op 1 januari 2018.

Artikel 9 verhoogt het vakantiegeld en de aanvullende toeslag met ingang van 1 mei 2018 met 4,5% ten opzichte van de basisbedragen van 2016 (dus met inbegrip van de verhoging van 2,25% voorzien op 1 mei 2017).

Het artikel 9, 1^o, stelt de nieuwe basisbedragen van het vakantiegeld vast op 178,83 euro (gezinsbedrag) en 107,25 euro (bedrag alleenstaande en overlevingspensioen) en van de aanvullende toeslag op 700,94 euro (gezinsbedrag) en 560,75 euro (bedrag alleenstaande en overlevingspensioen).

Het artikel 9, 2^o past het verhogingscoëfficiënt teneinde het tot het maandbedrag beperkte vakantiegeld en de aanvullende toeslag bij het vakantiegeld eveneens met 4,5% te verhogen ten opzichte van 2016 (dus met inbegrip van de verhoging van 2,25% voorzien op 1 mei 2017), zonder dat het totaalbedrag de verhoogde basisbedragen kan overschrijden.

Artikel 10, 1^o voorziet in de verhoging van het grensbedrag in geval van cumulatie van een overlevingspensioen met een sociale uitkering tot het (verhoogde) bedrag van de inkomensgarantie voor ouderen met ingang van 1 september 2017.

L'article 10, 2° prévoit le remplacement de l'index afin de lier le plafond à l'indice-pivot 103,14 (base 1996=100).

L'article 11 augmente la garantie de revenus aux personnes âgées de 0,9% avec effet le 1^{er} septembre 2017. Il fixe le nouveau montant à 6.312,80 euros.

L'article 12 stipule que l'année de prise de cours d'une pension de survie correspond à l'année au cours de laquelle la pension de retraite du conjoint décédé a pris cours effectivement et pour la première fois si celui-ci bénéficiait de cette pension au moment de son décès.

L'article 13 fixe la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal au 1^{er} septembre 2017 à l'exception des articles 1, 6 et 8 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et de l'article 9 qui entre en vigueur le 1^{er} mai 2018.

L'article 14 charge le Ministre des Pensions de l'exécution de l'arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

AVIS 61.604/1 DU 14 JUI 2017 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL 'PORTANT ADAPTATION AU BIEN-ETRE DE CERTAINES PENSIONS DANS LE REGIME DES TRAVAILLEURS SALARIES'

Le 29 mai 2017, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre des Pensions à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant adaptation au bien-être de certaines pensions dans le régime des travailleurs salariés'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 8 juin 2017.

La chambre était composée de Marnix Van Damme, président de chambre, Wilfried Van Vaerenbergh et Wouter Pas, conseillers d'Etat, Marc Rigaux, assesseur, et Wim Geurts, greffier.

Le rapport a été présenté par Wendy Depester, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Wilfried Van Vaerenbergh, conseiller d'Etat.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 juin 2017.

Portée et fondement juridique du projet

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'apporter des modifications à la réglementation du régime de pension des travailleurs salariés et de la garantie de revenus aux personnes âgées, afin d'exécuter certaines adaptations au bien-être prévues dans l'accord interprofessionnel 2017-2018.

2. Le fondement juridique du projet figure dans les dispositions visées aux alinéas 1^{er} à 5 du préambule.

Examen du texte

Observation générale

3. Certaines des mesures en projet opèrent une distinction entre plusieurs catégories de bénéficiaires d'une pension, par exemple en fonction de la date de prise de cours de la pension ou de la date de prise de cours de l'avantage accordé.

Les principes constitutionnels de l'égalité et de la non-discrimination requièrent que ces différences de traitement se fondent chaque fois sur des motifs objectivement et raisonnablement admissibles.

Le Conseil d'Etat, section de législation, ne dispose pas de suffisamment d'éléments concrets permettant d'apprécier le projet de ce point de vue, dès lors notamment que les mesures à l'examen ne constituent qu'un élément d'un ensemble plus vaste de mesures étalées dans le temps en matière d'adaptation des pensions, nécessitant d'apprécier le projet au regard des principes précités dans un contexte plus large.

Artikel 10, 2° voorziet in de vervanging van het indexcijfer teneinde het grensbedrag te koppelen aan de spilindex 103,14 (basis 1996 = 100).

Artikel 11 verhoogt het bedrag van de inkomensgarantie voor ouderen met 0,9% met ingang van 1 september 2017. Het stelt het nieuwe bedrag vast op 6.312,80 euro.

Artikel 12 stelt dat het ingangsjaar van een overlevingspensioen overeenstemt met het jaar tijdens hetwelk het rustpensioen van de overleden echtgenoot daadwerkelijk en voor de eerste maal is ingegaan wanneer deze op het ogenblik van zijn overlijden dit pensioen genoot.

Artikel 13 legt de datum van inwerkingtreding van het besluit vast op 1 september 2017 met uitzondering van de artikelen 1, 6 en 8 die in werking treden op 1 januari 2018 en artikel 9 dat in werking treedt op 1 mei 2018.

Artikel 14 belast de Minister van Pensioenen met de uitvoering van het besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

ADVIES 61.604/1 VAN 14 JUNI 2017 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'TOT AANPASSING AAN DE WELVAART VAN BEPAALDE PENSIOENEN IN DE REGELING VOOR WERKNEMERS'

Op 29 mei 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Pensioenen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot aanpassing aan de welvaart van bepaalde pensioenen in de regeling voor werknemers'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 8 juni 2017.

De kamer was samengesteld uit Marnix Van Damme, kamervoorzitter, Wilfried Van Vaerenbergh en Wouter Pas, staatsraden, Marc Rigaux, assessor, en Wim Geurts, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wendy Depester, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wilfried Van Vaerenbergh, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 juni 2017.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe wijzigingen aan te brengen in de reglementering van het pensioenstelsel voor werknemers en van de inkomensgarantie voor ouderen, teneinde uitvoering te geven aan sommige welvaartsaanpassingen waarin is voorzien in het interprofessioneel akkoord 2017-2018.

2. Rechtsgrond voor het ontwerp wordt geboden door de bepalingen waarvan melding wordt gemaakt in het eerste tot het vijfde lid van de aanhef.

Onderzoek van de tekst

Algemene opmerking

3. Met sommige van de ontworpen maatregelen wordt een onderscheid gecreëerd tussen verschillende categorieën van pensioengerechtigden, bijvoorbeeld al naar gelang de ingangsdatum van het pensioen of de ingangsdatum van het toegekende voordeel.

Om in overeenstemming te zijn met de grondwettelijke beginselen van de gelijkheid en de niet-discriminatie, dienen voor deze verschillen in behandeling telkens objectieve en in redelijkheid aanvaardbare motieven te bestaan.

De Raad van State, afdeling Wetgeving, beschikt niet over voldoende concrete gegevens om het ontwerp vanuit dit oogpunt te beoordelen, mede erop gelet dat de voorliggende maatregelen slechts een onderdeel vormen van een ruimer en in de tijd gespreid pakket maatregelen op het vlak van de aanpassing van de pensioenen, waardoor het ontwerp, wat betreft het in overeenstemming zijn met voornoemde beginselen, in een bredere context moet worden beoordeeld.

Préambule

4. A l'alinéa 1^{er} du préambule, les mots « , remplacé par la loi du 27 juillet 1971 et modifié par la loi du 10 février 1981 et les arrêtés royaux des 23 décembre 1996 et 21 janvier 2003, » doivent être insérés entre les mots « l'article 25, alinéas 1^{er} et 2 » et les mots « et l'article 29, § 4 ».

5. A la fin du neuvième alinéa du préambule, on remplacera la date du « 19 décembre 2014 » par celle du « 15 mai 2014 ».

6. Le texte néerlandais du treizième alinéa du préambule, qui vise l'analyse d'impact de la réglementation, doit commencer par les mots « Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 ».

Articles 4 et 5

7. Les articles 33 et 34 de la loi de redressement du 10 février 1981 'relative aux pensions du secteur social', visés aux articles 4 et 5 du projet, sont modifiés par la loi 'portant modification de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social', dont le projet est actuellement examiné à la Chambre des représentants (1). Si, lors des débats parlementaires, des modifications devaient encore être apportées à cette loi et si elles nécessitaient de modifier le projet actuellement soumis pour avis, ces dernières modifications devraient encore être soumises à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation.

8. A l'article 7, § 2, en projet, de l'arrêté royal du 14 février 2003 'portant détermination du montant minimum garanti de pension pour travailleurs salariés' (article 4 du projet), on omettra la référence à l'article 34, alinéa 3, de la loi de redressement du 10 février 1981 (2).

Le greffier,

W. Geurts .

Le président,

M. Van Damme.

(1) Projet de loi portant modification de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, Doc. parl., Chambre, 2016-2017, 2492/1.

(2) Voir l'article 7, § 2, en projet, de l'arrêté royal du 28 septembre 2006 'portant exécution des articles 33, 33bis, 34 et 34bis de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social' (article 5 du projet), où cette référence ne figure pas non plus.

21 JUILLET 2017. — Arrêté royal portant adaptation au bien-être de certaines pensions dans le régime des travailleurs salariés

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, l'article 7, alinéa 10, inséré par l'arrêté royal du 23 décembre 1996, l'article 8, l'article 15, 6°, inséré par la loi du 27 juillet 1971, l'article 22, alinéa 2, remplacé par la loi du 30 mars 1994, l'article 25, alinéas 1^{er} et 2, remplacé par la loi du 27 juillet 1971 et modifié par la loi du 10 février 1981 et les arrêtés royaux du 23 décembre 1996 et du 21 janvier 2003 et l'article 29, § 4, inséré par la loi du 28 mars 1973 et remplacé par l'arrêté royal du 23 décembre 1996;

Vu la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, l'article 152, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 avril 2015 et l'article 153, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 avril 2015;

Vu la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, l'article 33bis, alinéa 1^{er}, 2°, inséré par la loi du 27 décembre 2004 et l'article 34bis, alinéa 1^{er}, 2°, inséré par la loi du 27 décembre 2004;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, l'article 8, § 10, 1°, inséré par la loi du 23 décembre 2005 et modifié par la loi du 18 mars 2016;

Vu la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées, l'article 6, § 5, remplacé par la loi du 8 décembre 2013;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 14 février 2003 portant détermination du montant minimum garanti de pension pour travailleurs salariés;

Aanhef

4. In het eerste lid van de aanhef dienen de woorden „, vervangen bij de wet van 27 juli 1971 en gewijzigd bij de wet van 10 februari 1981 en de koninklijke besluiten van 23 december 1996 en 21 januari 2003,“ te worden ingevoegd tussen de woorden “artikel 25, eerste en tweede lid” en de woorden “en artikel 29, § 4”.

5. Aan het einde van het negende lid van de aanhef dient de datum “19 december 2014” te worden vervangen door de datum “15 mei 2014”.

6. De Nederlandse tekst van het dertiende lid van de aanhef, waarin wordt verwezen naar de regelgevingsimpactanalyse, dient aan te vangen met de woorden “Gelet op de regelgevingsimpactanalyse, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7”.

Artikelen 4 en 5

7. De artikelen 33 en 34 van de herstellwet van 10 februari 1981 'inzake de pensioenen van de sociale sector', waaraan wordt gerefereerd in de bij de artikelen 4 en 5 van het ontwerp ontworpen bepalingen, worden gewijzigd bij de wet 'tot wijziging van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de pensioenen van de sociale sector' die thans in ontwerpvorm in behandeling is in de Kamer van volksvertegenwoordigers (1). Indien tijdens die parlementaire behandeling nog wijzigingen zouden worden aangebracht in die wet, en die wijzigingen nopen tot het wijzigen van het thans om advies voorgelegde ontwerp, zullen laatstgenoemde wijzigingen nog om advies moeten worden voorgelegd aan de Raad van State, afdeling Wetgeving.

8. In het ontworpen artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van 14 februari 2003 'tot vaststelling van het gewaarborgd minimumpensioenen voor werknemers' (artikel 4 van het ontwerp) dient de verwijzing naar artikel 34, derde lid, van de herstellwet van 10 februari 1981 te worden weggelaten (2).

De griffier,

W. Geurts .

De voorzitter,

M. Van Damme.

(1) Wetsontwerp tot wijziging van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de pensioenen van de sociale sector, Parl.St., Kamer, 2016-2017, 2492/1.

(2) Zie het ontworpen artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van 28 september 2006 'tot uitvoering van de artikelen 33, 33bis, 34 en 34bis, van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector' (artikel 5 van het ontwerp), waarin die verwijzing evenmin voorkomt.

21 JULI 2017. — Koninklijk besluit tot aanpassing aan de welvaart van bepaalde pensioenen in de regeling voor werknemers

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioenen voor werknemers, artikel 7, tiende lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 december 1996, artikel 8, artikel 15, 6°, ingevoegd bij de wet van 27 juli 1971, artikel 22, tweede lid, vervangen bij de wet van 30 maart 1994, artikel 25, eerste en tweede lid, vervangen bij de wet van 27 juli 1971 en gewijzigd bij de wet van 10 februari 1981 en de koninklijke besluiten van 23 december 1996 en 21 januari 2003 en artikel 29, § 4, ingevoegd bij de wet van 28 maart 1973 en vervangen bij het koninklijk besluit van 23 december 1996;

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, artikel 152, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 april 2015 en artikel 153, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 april 2015;

Gelet op de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de pensioenen van de sociale sector, artikel 33bis, eerste lid, 2°, ingevoegd bij de wet van 27 december 2004, en artikel 34bis, eerste lid, 2°, ingevoegd bij de wet van 27 december 2004;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, artikel 8, § 10, 1°, ingevoegd bij de wet van 23 december 2005 en gewijzigd bij de wet van 18 maart 2016;

Gelet op de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen, artikel 6, § 5, vervangen bij de wet van 8 december 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioenen voor werknemers;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 februari 2003 tot vaststelling van het gewaarborgd minimumpensioenen voor werknemers;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 2006 portant exécution des articles 33, 33bis, 34 et 34bis de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social;

Considérant la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, l'article 72, modifié par les lois des 27 décembre 2006 et 19 décembre 2014, l'article 73, modifié par la loi du 19 décembre 2014 et l'article 73bis, inséré par la loi du 27 décembre 2006 et modifié par la loi du 19 décembre 2014;

Vu l'avis du Comité de gestion du Service fédéral des Pensions, donné le 24 avril 2017;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 mai 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 9 mai 2017;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis n°61.604/1 du Conseil d'Etat, donné le 14 juin 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Pensions et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Adaptation du plafond salarial*

Article 1^{er}. Le montant annuel visé à l'article 7, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés est pour les années après 2017 multiplié par 1,017.

CHAPITRE 2. — *Adaptation de la pension minimum garantie*

Art. 2. Les montants de 13.021,31 euros et de 10.420,33 euros visés à l'article 152 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 sont respectivement remplacés avec effet au 1^{er} septembre 2017 par les montants de 13.151,52 euros et de 10.524,53 euros.

Art. 3. Le montant de 10.256,50 euros visé à l'article 153 de la même loi est remplacé avec effet au 1^{er} septembre 2017 par le montant de 10.383,89 euros.

Art. 4. L'article 7 de l'arrêté royal du 14 février 2003 portant détermination du montant minimum garanti de pension pour travailleurs salariés, abrogé par l'arrêté royal du 28 septembre 2006 portant exécution des articles 33, 33bis, 34 et 34bis de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social et remplacé par l'arrêté royal du 3 avril 2015, mais dont les dispositions restent d'application pour les pensions qui ont pris cours effectivement et pour la première fois avant le 1^{er} octobre 2006, est remplacé, avec effet au 1^{er} septembre 2017, par ce qui suit :

« Art. 7. § 1^{er}. Lorsqu'il s'agit d'une pension de retraite qui satisfait aux conditions visées à l'article 4, 2^o, et qui ne remplit pas les conditions visées à l'article 33bis, alinéa 3, de la loi de redressement, l'un des montants visés à l'article 33, alinéa 1^{er}, de la loi de redressement est d'application selon que la pension de retraite était calculée sur base de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a, ou b, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'une pension de survie calculée sur la base d'une pension de retraite, qui satisfait aux conditions visées à l'article 5, mais ne remplit pas la condition visée à l'article 34bis, alinéa 3, de la loi de redressement, le montant visé à l'article 34, alinéa 1^{er}, de la loi de redressement est d'application. ».

Art. 5. L'article 7 de l'arrêté royal du 28 septembre 2006 portant exécution des articles 33, 33bis, 34 et 34bis de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, remplacé par l'arrêté royal du 3 avril 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. § 1^{er}. Lorsqu'il s'agit d'une pension de retraite qui satisfait aux conditions visées à l'article 5, § 2 mais qui ne remplit pas la condition visée à l'article 33bis, alinéa 3, de la loi de redressement, l'un des montants visés à l'article 33, alinéa 1^{er}, de la loi de redressement est d'application selon que la pension de retraite était calculée sur base de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a, ou b, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'une pension de survie calculée sur la base d'une pension de retraite qui satisfait aux conditions visées à l'article 5, § 2 mais qui ne remplit pas la condition visée à l'article 34bis, alinéa 3, de la loi de redressement, le montant visé à l'article 34, alinéa 1^{er}, de la loi de redressement est d'application. ».

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 2006 tot uitvoering van de artikelen 33, 33bis, 34 en 34bis van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector;

Overwegende de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, artikel 72, gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006 en 19 december 2014, artikel 73, gewijzigd bij de wet van 19 december 2014 en artikel 73bis, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006 en gewijzigd bij de wet van 19 december 2014;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Federale Pensioendienst, gegeven op 24 april 2017;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 mei 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 mei 2017;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies nr. 61.604/1 van de Raad van State, gegeven op 14 juni 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Pensioenen en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Aanpassing van de loongrens*

Artikel 1. Het jaarbedrag bedoeld in artikel 7, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers wordt voor de jaren na 2017 vermenigvuldigd met 1,017.

HOOFDSTUK 2. — *Aanpassing van het gewaarborgd minimumpensioen*

Art. 2. De bedragen van 13.021,31 euro en van 10.420,33 euro bedoeld in artikel 152 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 worden met ingang van 1 september 2017 respectievelijk vervangen door de bedragen van 13.151,52 euro en 10.524,53 euro.

Art. 3. Het bedrag van 10.256,50 euro bedoeld in artikel 153 van dezelfde wet wordt met ingang van 1 september 2017 vervangen door het bedrag van 10.383,89 euro.

Art. 4. Artikel 7 van het koninklijk besluit van 14 februari 2003 tot vaststelling van het gewaarborgd minimumpensioen voor werknemers, opgeheven bij het koninklijk besluit van 28 september 2006 tot uitvoering van de artikelen 33, 33bis, 34 en 34bis van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector en vervangen bij het koninklijk besluit van 3 april 2015, maar waarvan de bepalingen van toepassing blijven op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal zijn ingegaan vóór 1 oktober 2006, wordt met ingang van 1 september 2017 vervangen als volgt :

“Art. 7. § 1. Wanneer het een rustpensioen betreft dat aan de in artikel 4, 2^o bedoelde voorwaarden voldoet en dat niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 33bis, derde lid, van de herstellwet is, naargelang het rustpensioen werd berekend op basis van artikel 5, § 1, eerste lid, a, of b, van het koninklijk besluit van 23 december 1996, één van de in het artikel 33, eerste lid, van de herstellwet bedoelde bedragen van toepassing.

§ 2. Wanneer het een overlevingspensioen betreft dat berekend werd op basis van een rustpensioen en dat aan de in artikel 5 bedoelde voorwaarden voldoet maar dat niet voldoet aan de voorwaarde bedoeld in het artikel 34bis, derde lid, van de herstellwet, is het bedrag bedoeld in artikel 34, eerste lid, van de herstellwet van toepassing.”.

Art. 5. Het artikel 7 van het koninklijk besluit van 28 september 2006 tot uitvoering van de artikelen 33, 33bis, 34 en 34bis van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector, vervangen bij het koninklijk besluit van 3 april 2015, wordt vervangen als volgt :

“Art. 7. § 1. Wanneer het een rustpensioen betreft dat aan de in artikel 5, § 2, bedoelde voorwaarden voldoet maar dat niet voldoet aan de voorwaarde bedoeld in artikel 33bis, derde lid, van de herstellwet is, naargelang het rustpensioen werd berekend op basis van artikel 5, § 1, eerste lid, a, of b, van het koninklijk besluit van 23 december 1996, één van de in het artikel 33, eerste lid, van de herstellwet bedoelde bedragen van toepassing.

§ 2. Wanneer het een overlevingspensioen betreft dat berekend werd op basis van een rustpensioen en dat aan de in artikel 5, § 2, bedoelde voorwaarden voldoet maar dat niet voldoet aan de voorwaarde bedoeld in het artikel 34bis, derde lid, van de herstellwet, is het bedrag bedoeld in artikel 34, eerste lid, van de herstellwet van toepassing.”.

CHAPITRE 3. — *Adaptation du droit minimum par année de carrière*

Art. 6. § 1^{er}. Le montant de 17.367,23 euros visé à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions est remplacé par le montant de 17.662,47 euros.

Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent aux pensions et allocations de transition qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2018.

§ 2. Les montants de 13.810,87 euros et de 11.048,69 euros visés à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du même arrêté sont respectivement remplacés par les montants de 14.045,65 euros et de 11.236,52 euros.

Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent aux pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2018.

CHAPITRE 4. — *Adaptation de certaines pensions*

Art. 7. A l'exclusion des pensions visées aux articles 152 et 153 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 et des pensions visées à l'article 7, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté royal du 14 février 2003 portant détermination du montant minimum garanti de pension pour travailleurs salariés, abrogé par l'arrêté royal du 28 septembre 2006 portant exécution des articles 33, 33bis, 34 et 34bis de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, mais dont les dispositions restent d'application pour les pensions qui ont pris cours effectivement et pour la première fois le plus tard le 1^{er} septembre 2006, les pensions dans le régime des travailleurs salariés qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 1995 et au plus tard le 1^{er} décembre 2004, sont augmentées de 1 % au 1^{er} septembre 2017.

CHAPITRE 5. — *Modification de l'article 24bis, alinéa 1^{er}, 1., de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés*

Art. 8. A l'article 24bis, alinéa 1^{er}, 1., de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 3, les mots « pendant une période n'excédant pas neuf ans » sont remplacés par les mots « pendant une période n'excédant pas quinze ans »;

2^o dans l'alinéa 4, les mots « avoir atteint l'âge de 50 ans au moment où débute l'activité comme indépendant et en même temps » sont abrogés.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2018.

CHAPITRE 6. — *Adaptation du pécule de vacances*

Art. 9. Les montants 174,98 euros, de 104,94 euros, de 685,85 euros et de 548,67 euros visés à l'article 56, § 3, du même arrêté sont respectivement remplacés avec effet au 1^{er} mai 2018 par les montants de 178,83 euros, de 107,25 euros, de 700,94 euros et de 560,75 euros.

Le coefficient de 1,175875 visé à l'article 56, § 5, du même arrêté est remplacé avec effet au 1^{er} mai 2018 par le coefficient de 1,20175.

CHAPITRE 7. — *Adaptation du plafond de cumul d'une pension de survie avec une prestation sociale*

Art. 10. A l'article 64septies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 20 décembre 2006 et remplacé par l'arrêté royal du 28 mai 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, le montant de 7.934,87 euros est remplacé au 1^{er} septembre 2017 par le montant de 6.312,80 euros;

HOOFDSTUK 3. — *Aanpassing van het minimumrecht per loopbaanjaar*

Art. 6. § 1. Het bedrag van 17.367,23 euro bedoeld in artikel 8, § 1, eerste lid van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels wordt vervangen door het bedrag van 17.662,47 euro.

De bepalingen van deze paragraaf zijn van toepassing op de pensioenen en de overgangsuitkeringen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2018 ingaan.

§ 2. De bedragen van 13.810,87 euro en van 11.048,69 euro bedoeld in artikel 8, § 1, eerste lid, 2^o, van hetzelfde besluit worden respectievelijk vervangen door de bedragen van 14.045,65 euro en 11.236,52 euro.

De bepalingen van deze paragraaf zijn van toepassing op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2018 ingaan.

HOOFDSTUK 4. — *Aanpassing van sommige pensioenen*

Art. 7. Met uitsluiting van de pensioenen bedoeld in de artikelen 152 en 153 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 en van de pensioenen bedoeld in artikel 7, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 14 februari 2003 tot vaststelling van het gewaarborgd minimumpensioen voor werknemers, opgeheven bij het koninklijk besluit van 28 september 2006 tot uitvoering van de artikelen 33, 33bis, 34 en 34bis van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector, maar waarvan de bepalingen van toepassing blijven op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten laatste op 1 september 2006 zijn ingegaan, worden de pensioenen in de werknemersregeling die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 1995 en ten laatste op 1 december 2004 zijn ingegaan verhoogd met 1 % op 1 september 2017.

HOOFDSTUK 5. — *Wijzing van artikel 24bis, eerste lid, 1., van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers*

Art. 8. In artikel 24bis, eerste lid, 1. van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 22 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het derde lid worden de woorden "tijdens een termijn die negen jaar niet overtreft" vervangen door de woorden "tijdens een periode die vijftien jaar niet overtreft";

2^o in het vierde lid worden de woorden "de leeftijd van 50 jaar te hebben bereikt op het ogenblik dat de activiteit als zelfstandige aanvangt en tegelijk" opgeheven.

De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2018 ingaan.

HOOFDSTUK 6. — *Aanpassing van het vakantiegeld*

Art. 9. De bedragen van 174,98 euro, 104,94 euro, 685,85 euro en 548,67 euro bedoeld in artikel 56, § 3, van hetzelfde besluit worden respectievelijk vervangen met ingang van 1 mei 2018 door de bedragen van 178,83 euro, 107,25 euro, 700,94 euro en 560,75 euro.

De verhogingscoëfficiënt van 1,175875 bedoeld in artikel 56, § 5, van hetzelfde besluit wordt met ingang van 1 mei 2018 vervangen door de verhogingscoëfficiënt van 1,20175.

HOOFDSTUK 7. — *Aanpassing van het grensbedrag van de cumulatie van een overlevingspensioen met een sociale uitkering*

Art. 10. In artikel 64septies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 december 2006 en vervangen bij het koninklijk besluit van 28 mei 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid wordt het bedrag van 7.934,87 euro op 1 september 2017 vervangen door het bedrag van 6.312,80 euro;

2° dans l'alinéa 2, les mots « l'indice-pivot 136,09 » sont remplacés par les mots « l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100) ».

CHAPITRE 8. — *Adaptation de la garantie de revenus aux personnes âgées*

Art. 11. Le montant de 6.256,49 euros visé à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées est remplacé au 1^{er} septembre 2017 par le montant de 6.312,80 euros.

CHAPITRE 9. — *Disposition commune*

Art. 12. Lorsqu'il s'agit d'une pension de survie, l'année de prise de cours à prendre en considération est l'année au cours de laquelle la pension de retraite du conjoint décédé a pris cours effectivement et pour la première fois si celui-ci bénéficiait de cette pension au moment de son décès.

CHAPITRE 10. — *Dispositions finales*

Art. 13. Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2017, à l'exception :

1° des articles 1^{er}, 6 et 8 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018;

2° de l'article 9 qui entre en vigueur le 1^{er} mai 2018.

Art. 14. Le ministre qui a les Pensions dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

2° in het tweede lid worden de woorden "spilindex 136,09" vervangen door de woorden "spilindex 103,14 (basis 1996 = 100)".

HOOFDSTUK 8. — *Aanpassing van de inkomensgarantie voor ouderen*

Art. 11. Het bedrag van 6.256,49 euro bedoeld in artikel 6, § 1, van de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen, wordt op 1 september 2017 vervangen door het bedrag van 6.312,80 euro.

HOOFDSTUK 9. — *Gemeenschappelijke bepaling*

Art. 12. Wanneer het een overlevingspensioen betreft, is het in aanmerking te nemen ingangsjaar het jaar tijdens hetwelke het rustpensioen van de overleden echtgenoot daadwerkelijk en voor de eerste maal is ingegaan wanneer deze op het ogenblik van zijn overlijden dit pensioen genoot.

HOOFDSTUK 10. — *Slotbepalingen*

Art. 13. De bepalingen van dit besluit treden in werking op 1 september 2017 met uitzondering van :

1° artikelen 1, 6 en 8 die in werking treden op 1 januari 2018;

2° artikel 9 dat in werking treedt op 1 mei 2018.

Art. 14. De minister bevoegd voor Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/203695]

31 JUILLET 2017. — Arrêté royal fixant, pour l'année 2017, le montant de l'allocation spécifique attribué à l'Office national de l'Emploi pour le financement du coût des cellules de mise à l'emploi en application de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, t) et z), de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme (I) du 20 juillet 2006, l'article 38, alinéa 2;

Vu l'avis du Comité de gestion de la sécurité sociale, donné le 24 février 2017;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 2 mars 2017;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 12 juin 2017;

Vu l'article 8 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative, le présent arrêté est dispensé d'analyse d'impact de la réglementation, s'agissant d'une décision formelle.

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi et de la Ministre des Affaires sociales et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le montant, visé à l'article 38, alinéa 2, de la loi-programme (I) du 20 juillet 2006, qui est attribué comme allocation spécifique à l'Office national de l'Emploi pour le financement du coût des cellules de mise à l'emploi en application de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, t) et z), de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est fixé à 33.000 milliers d'euros pour l'année 2017.

Art. 2. Le montant visé à l'article 1^{er} est versé par l'O.N.S.S.-gestion globale à l'Office national de l'Emploi.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/203695]

31 JULI 2017. — Koninklijk besluit tot vaststelling, voor het jaar 2017, van het bedrag van de bijzondere toewijzing toegekend aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening voor de financiering van de kostprijs van de tewerkstellingscellen, met toepassing van artikel 7, § 1, derde lid, t) en z), van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet (I) van 20 juli 2006, artikel 38, tweede lid;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de sociale zekerheid gegeven op 24 februari 2017;

Gelet op het advies van de inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 2 maart 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting d.d. 12 juni 2017;

Gelet op het artikel 8 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, is dit besluit vrijgesteld van een regelgevingsimpactanalyse omdat het een formele beslissing betreft.

Op de voordracht van de Minister van Werk en de Minister van Sociale Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het bedrag, bedoeld in artikel 38, tweede lid, van de programmawet (I) van 20 juli 2006, dat als bijzondere toewijzing wordt toegekend aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening voor de financiering van de kostprijs van de tewerkstellingscellen, met toepassing van artikel 7, § 1, derde lid, t) en z), van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wordt voor het jaar 2017 vastgesteld op 33.000 duizend euro.

Art. 2. Het bedrag bedoeld in artikel 1 wordt door de R.S.Z.-globaal beheer gestort aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.